

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 4153 - LUNDI 27 DECEMBRE 2021

GRAND-KASAÏ

Félix Tshisekedi prêche l'unité nationale à Mbuji Mayi

Après une longue attente, le président de la République, Félix Tshisekedi, accompagné de son épouse, Denise Nyakeru Tshisekedi, est arrivé le 24 décembre à Mbuji Mayi, le chef-lieu de la province de Kasai oriental, première étape de son périple dans le Grand-Kasaï.

S'adressant à la population locale, le chef de l'État a prêché la cohésion sociale et l'unité nationale tout en marquant son opposition aux relents tribalistes tendant à diviser les Congolais. Il a, par ailleurs, donné des assurances quant à la relance des activités de la Minière de Bakwanga.

Page 3

Félix Tshisekedi s'exprimant devant la population de Mbuji Mayi



FÊTE DE LA NATIVITÉ

Le mouvement des indignés se refuse de fêter Noël



Un gros sapin planté sur la place de la Gare à Kinshasa

Réagissant au message de vœux du Premier ministre, Sama Lukonde, à la population congolaise pour la fête de Noël, la coordinatrice du Mouvement des indignés de la situation sécuritaire en République démocratique du Congo (Miss-RDC), Nicole Kavira, a souligné que les Indignés n'avaient pas de raison de fêter, « étant donné que les tueries et la misère noire continuent à accabler les Congolais ».

Le Miss-RDC, rappelle-t-on, est un mouvement de la société civile qui lutte pour l'établissement de la paix totale dans le Kivu et les autres parties du pays où règnent l'insécurité et les tueries quotidiennes.

Page 4

A NOS LECTEURS

Alors que s'achève cette année 2021 qui fut, pour nombre d'entre nous, Congolais, une année difficile, nous sommes contraints de suspendre temporairement l'impression de nos deux quotidiens Les Dépêches de Brazzaville et Le Courrier de Kinshasa. Cette suspension provisoire, espérons-le, est due au fait que nous sommes confrontés comme beaucoup d'entreprises du Congo à de sérieuses difficultés financières qui

nous empêchent de régler les factures d'impression de chacun de ces deux quotidiens. N'ayant pas d'autre solution que d'arrêter temporairement l'impression physique de nos journaux, nous maintenons bien évidemment la diffusion sur le Web de leur version numérique. Vous qui nous lisez chaque jour depuis près de deux décennies, soyez assurés que les difficultés auxquelles nous sommes présentement confrontés

ne modifient en rien le sérieux des informations que nous diffusons chaque jour. Loin de baisser les bras, nos journalistes sont plus présents que jamais en quête d'informations vraies, sûres. Et nous leur en sommes infiniment gré ! A vous tous qui nous lisez, nous souhaitons par avance une bonne et heureuse année 2022.

La Direction

ECONOMIE

2021 s'achève sous le signe des « inégalités » dans le monde



Des graves reculs au développement dans le monde sont le fait de la covid-19

tion se fait ressentir dans plusieurs domaines de la vie active des États, notamment la reprise économique, les pertes de revenus, le creusement des écarts et l'accès aux vaccins. Dans une étude bien illustrée par une dizaine de graphiques, la Banque mondiale (BM) revient sur l'évolution de certains indicateurs-clés au moment où le monde entame sa troisième année avec le virus mortel. Pour la BM, il a fallu onze graphiques pour arriver à montrer les dégâts en 2021. En outre, l'institution financière internationale a noté de graves reculs au développement, la covid-19 ayant porté un coup dur aux efforts visant à mettre fin à l'extrême pauvreté et à réduire les inégalités.

Page 2

DETTE

Le FMI met les pays riches en garde

Le FMI met les pays riches en garde. La dette mondiale a atteint un record de 226 000 milliards de dollars en 2020, la plus forte augmentation sur un an depuis la Seconde Guerre mondiale, d'après le Fonds monétaire international (FMI). Une nette différence entre les pays à revenu élevé et les pays à revenu faible. Les économies avancées et la Chine représentaient plus de 90%

des 28 000 milliards de dollars américains ajoutés au niveau de la dette en 2000, alors que « la plupart des économies en développement sont confrontées à un accès limité au financement et à des taux d'emprunt souvent plus élevés », peut-on lire dans un article de blog du FMI. Le niveau déprimé de l'emprunt masque une véritable crise sous-jacente.

Page 3

ECONOMIE

2021 s'achève sous le signe des « inégalités » dans le monde

L'allégation se fait ressentir dans plusieurs domaines de la vie active des États, notamment la reprise économique, les pertes de revenus, le creusement des écarts et l'accès aux vaccins. Dans une étude bien illustrée par une dizaine de graphiques, la Banque mondiale (BM) revient sur l'évolution de certains indicateurs-clés au moment où le monde entame sa troisième année avec le virus mortel.

L'année qui s'achève mérite que l'on s'attarde un peu sur l'évolution de quelques indicateurs phares influencés par la crise sanitaire mondiale qui sévit depuis bientôt trois ans. Pour la BM, il a fallu onze graphiques pour arriver à montrer les dégâts en 2021. En outre, l'institution financière internationale a noté des graves reculs au développement. « La covid-19 porte un coup dur aux efforts visant à mettre fin à l'extrême pauvreté et à réduire les inégalités », relève-t-elle. Environ cent millions de personnes supplémentaires qui vivent avec moins de 1,90 dollars par jour. Cette hausse est inédite en vingt ans.

« La covid-19 a pénalisé, de manière disproportionnée, les populations pauvres et vulnérables en 2021 », indique l'institution financière.

Dans le domaine de la reprise économique, il s'observe une inégalité entre pays à revenu élevé et pays à revenu faible et intermédiaire. Même si la BM table sur un rebond post-covid de 5,6 %, ses projections ne sont pas les mêmes partout. « Les pays à faible revenu devraient connaître cette année leur plus faible performance depuis vingt ans », souligne-t-elle. Par ailleurs, la BM a noté de graves reculs au développement. « La covid-19 porte un



Des graves reculs au développement dans le monde sont le fait de la covid-19

coup dur aux efforts visant à mettre fin à l'extrême pauvreté et à réduire les inégalités », se convainc l'institution financière internationale. Quant à d'autres indicateurs, il y a les 20 % des groupes les plus pauvres qui sont le plus durement touchés.

Consolider la riposte

Au niveau de l'accès aux vaccins, il faut relever les faibles chiffres : 7 % des habitants des pays à faible revenu ont reçu une dose de vaccin, contre plus de 75 % dans les pays à

revenu élevé. L'élargissement de la vaccination est aujourd'hui au cœur de la riposte africaine. « Il est indispensable d'assurer un large accès large et équitable à des vaccins et sûrs contre la covid-19 », note la BM. Sur ce point, elle a décaissé des financements en faveur d'une soixantaine de pays africains pour l'achat et le déploiement de vaccins anti-covid. La République démocratique du Congo, par exemple, a bénéficié de la mise en œuvre d'au moins deux cents projets

dans le cadre de sa coopération avec la BM.

Aujourd'hui, la question de la vaccination revient en force. Des voix s'élèvent pour relever la nécessité pour l'Afrique de construire les infrastructures en vue d'assurer la bonne distribution et l'administration des vaccins. « Neuf pays sur dix ont recensé les groupes de population à vacciner en priorité, mais seulement disposent d'un plan d'action pour accroître la confiance du public dans les vaccins ».

Laurent Essolomwa

« Neuf pays sur dix ont recensé les groupes de population à vacciner en priorité, mais seulement disposent d'un plan d'action pour accroître la confiance du public dans les vaccins ».

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Eilon
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaine Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo

Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

GRAND-KASAÏ

Félix Tshisekedi communique avec la population de Mbuji Mayi

Après une longue attente de tous les Kasaiens en général et ceux de la ville de diamantaires (Mbuji Mayi) en particulier, le président de la République, accompagné de son épouse, Denise Nyakeru Tshisekedi, est arrivé le 24 décembre dans le chef-lieu de la province de Kasai oriental, première étape de son périple dans le Grand-Kasai.

C'est en fin de la journée que l'avion transportant le couple présidentiel a atterri à l'aéroport de Bipemba. A sa descente, le premier citoyen du pays a été accueilli par la gouverneure de la province et fleuri par deux fillettes. Il a ensuite salué les membres du comité provincial de sécurité ainsi que d'autres personnalités, avant de passer la troupe en revue. Après l'aéroport, le cortège présidentiel s'est dirigé à la place Kashala Bonzola, lieu aménagé pour le meeting. Une foule immense venue de tous les coins de la ville, visible de l'aéroport jusqu'à la place Bonzola, a manifesté son enthousiasme par des cris de joie, «Fatshi Béton», «Mfumu wa ditunga», «Mwan'etu», etc.

S'adressant à la population en tshiluba durant une trentaine de minutes, le chef de l'État a tenu à remercier les habitants de Mbuji Mayi et des environs pour l'accueil qui lui a été réservé ainsi qu'à sa délégation, mais aussi, présenté aux filles et fils de cette contrée la Première dame qui l'accompagne

dans cette grande tournée.

Félix-Antoine Tshisekedi a tenu à apporter un démenti quant à ceux qui racontent qu'il aurait tourné le dos aux Kasaiens. «C'est faux», a-t-il indiqué. Le garant de la nation a fait savoir qu'à son avènement à la tête du pays, il a fait du rétablissement de la sécurité sa priorité. Car, a-t-il renchérit, « il n'y a pas de développement sans la paix ». Et d'ajouter que l'heure est aux actions. Le président de la République s'est cependant réservé de faire des promesses. « Je connais vos problèmes, vos difficultés et vos cris de détresse me sont parvenus », a-t-il laissé entendre.

S'agissant de la Minière de Bakwanga, en faillite depuis de nombreuses années et considérée comme l'une des causes de la pauvreté de cette province, les assurances du chef de l'État ont été données pour la relance des activités de cette grande entreprise publique. Concernant l'amélioration des conditions de vies de la population, le premier citoyen de la République démocratique du



Félix Tshisekedi s'exprimant devant la population de Mbuji Mayi

Congo a indiqué que dès l'entame de l'année 2022, le programme présidentiel accéléré de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans les 145 territoires du pays sera mis en œuvre. « En 2023, quand je reviendrai dans le cadre de la campagne électorale,

nous allons nous regarder dans les yeux pour évaluer ce que nous aurons réalisé. C'est alors que je solliciterai à nouveau vos suffrages pour un second mandat », a-t-il chuté avant de remercier une fois de plus la population kasaienne.

Précisons que c'est pour la première fois depuis son accession à la magistrature suprême, soit trois ans après, que le couple présidentiel est arrivé à Mbuji-Mayi, son fief électoral.

Alain Diasso

DETTE

Le FMI met les pays riches en garde

La dette mondiale a atteint un record de 226 000 milliards de dollars en 2020, la plus forte augmentation sur un an depuis la Seconde Guerre mondiale, d'après le Fonds monétaire international (FMI). Une nette différence entre les pays à revenu élevé et les pays à revenu faible.

Les économies avancées et la Chine représentaient plus de 90 % des 28 000 milliards de dollars ajoutés au niveau de la dette en 2020, alors que « la plupart des économies en développement sont de l'autre côté de la fracture financière, confrontées à un accès limité au financement et à des taux d'emprunt souvent plus élevés », peut-on lire dans un article de blog du FMI. Le niveau déprimé de l'emprunt masque une véritable crise sous-jacente. Selon l'économiste en chef

approchent [...]. Des augmentations encore plus faibles en termes de dollars... ont entraîné un fardeau de la dette important pour les pays à revenu intermédiaire et faible ». Pour l'économiste du FMI, Vitor Gaspar, des reprises inégales dans les pays à faible revenu et des baisses du Produit intérieur brut (PIB) nominal font augmenter le ratio dette/PIB. Il craint qu'à moyen terme, « ce groupe de pays dans son ensemble ne revienne à la trajectoire de crois-

« Les problèmes de dette non résolus sont plutôt venimeux pour la croissance économique »,

de la Banque mondiale, Carmen Reinhart, dans les pays à faible revenu, 60% « sont déjà surendettés ou s'en

sance d'avant-covid-19 ». Un défi qui semble beaucoup plus difficile qu'avant covid-19, selon lui. Ce qui



Le siège de la FMI

constitue un autre élément urgent

« d'une action mondiale pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030 ».

En outre, les pays à faible revenu sont confrontés à la menace aggravée de l'inflation, des taux d'intérêt plus élevés, de la propagation du

coronavirus et de la fin de l'Initiative de suspension de service de la dette dans le cadre du groupe de pays du G-20. Cette situation rend Carmen Reinhart « pessimiste » quant aux chances d'une restructuration rapide de la dette, affirmant que les créanciers ne veulent pas subir de « coupes de che-

veux ». « Les problèmes de dette non résolus sont plutôt venimeux pour la croissance économique », a rappelé Carmen Reinhart. Ce qui, malheureusement, la pousse à prédire une longue bataille à venir, qui aggraverait la situation des pays à faible revenu.

Noël Ndong

FÊTE DE LA NATIVITÉ

Les indignés se refusent de fêter Noël

Réagissant au message de vœux du Premier ministre, Sama Lukonde, à la population congolaise à l'occasion de la Noël, la coordinatrice du Mouvement des indignés de la situation sécuritaire en République démocratique du Congo (Miss-RDC), Nicole Kavira, a souligné qu'il n'y avait pas de raison de fêter.

« Etant donné que les tueries et la misère noire continuent à accabler les Congolais, pas de fête pour les Indignés. Nos vœux pour une paix totale », a écrit Nicole Kavira sur tweeter le 24 décembre. Le Premier ministre Sama Lukonde, qui a souhaité joyeux Noël à tous les Congolais, a indiqué dans son tweet que cette « fête de la Nativité, source d'espoir, nous apporte joie et sérénité ». Il a également exprimé « Une pensée particulière à tous ceux qui ont fait don de leur vie pour ser-

vir la nation. A tous ceux qui demeurent dans la souffrance pour qui nous devons préparer un meilleur avenir ».

Le Miss-RDC, rappelle-t-on, est un mouvement de la société civile qui lutte pour l'établissement de la paix totale dans le Kivu et les autres parties du pays où règnent l'insécurité et les tueries quotidiennes. Cette structure rappelle que les semeurs de la terreur à Beni, Ituri et les environs ont déjà été clairement identifiés par le gouvernement. Ce qui la conduit à exhorter les autorités congolaises à cesser de



Les messages du Miss-RDC

tergiverser pour les traquer et les mettre hors d'état de nuire, pour le bonheur de la population de cette partie du pays. Mais, pour le Miss-RDC, un obstacle à cette lutte contre l'insécurité et les tueries dans cette partie

du pays reste l'infiltration de l'armée et des services de sécurité. C'est dans cette optique qu'il continue à réclamer la purge au sein des Forces armées de la République démocratique du Congo et des services de sé-

curité, pour y extirper tous les officiers et éléments affairistes ainsi que tous ceux qui sont liés à ces groupes armés et armées étrangères qui sont à la base de la situation décriée.

Lucien Dianzenza



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO

MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO



Communiqué conjoint sur le déploiement du groupe Wagner au Mali 23 décembre 2021

Nous, partenaires internationaux résolus à soutenir le Mali et son peuple dans leurs efforts pour parvenir à une paix et une stabilité durables et à lutter contre le terrorisme, condamnons fermement le déploiement de mercenaires sur le territoire malien.

Ce déploiement ne peut qu'accentuer la dégradation de la situation sécuritaire en Afrique occidentale, mener à une aggravation de la situation des droits de l'homme au Mali, menacer l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger et entraver les efforts de la communauté internationale pour assurer la protection des civils et apporter un soutien aux forces armées maliennes.

Nous regrettons profondément la décision des autorités de transition maliennes d'utiliser des fonds publics déjà limités pour rétribuer des mercenaires étrangers au lieu de soutenir les forces armées maliennes et les services publics au bénéfice du peuple malien.

Nous avons connaissance de l'implication du gouvernement de la Fédération de Russie dans la fourniture d'un soutien matériel au déploiement du groupe Wagner au Mali et appelons la Russie à se comporter de manière responsable et constructive dans la région.

Nous rappelons les décisions de la Cédéao ainsi que ses préoccupations quant au risque d'instabilité dans la région si des sociétés de sécurité privées devaient se déployer au Mali (sixième session ordinaire à Abuja, 12 décembre 2021). Nous rappelons également l'adoption par l'Union européenne d'un ensemble de mesures restrictives à l'encontre du groupe Wagner lui-même et de huit personnes et trois entités qui lui sont liées (Conseil Affaires étrangères du 13 décembre 2021) impliqués dans de graves violations des droits de l'homme, notamment la torture et des exécutions et des assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ou dans des activités de déstabilisation dans certains pays où ils opèrent.

Nous ne renoncerons pas à nos efforts pour répondre aux besoins de la population malienne. Conformément aux objectifs de la Coalition internationale pour le Sahel, nous réaffirmons notre détermination à poursuivre notre action en vue de protéger les civils, de soutenir la lutte contre le terrorisme au Sahel et de contribuer à instaurer la stabilité à long terme en appuyant le développement durable, le respect des droits de l'homme et le déploiement des services publics. Nous continuerons à suivre de près et évaluer la situation.

Nous invitons instamment les autorités maliennes de transition à entreprendre des réformes et à rétablir l'ordre constitutionnel en préparant et en organisant les élections dans les meilleurs délais comme elles s'y sont engagées devant le peuple malien, la Cédéao et la communauté internationale. Nous appuyons sans réserve les récentes décisions de la Cédéao à cet égard.

Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Estonie, France, Italie, Lituanie, Norvège, Pays Bas, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Suède.

La Rédaction

GROUPE WAGNER AU MALI

L'annonce des partenaires internationaux fait réagir les autorités de transition

L'information sur la présence de la société russe Wagner, au Mali, a surpris. Pour le gouvernement de ce pays, aucun contrat n'a cependant été signé dans ce sens.

Les autorités maliennes n'ont pas encore reconnu officiellement la présence des mercenaires du groupe militaire privé russe, Wagner, sur leur sol. Jusqu'à peu, la présence de cette société de mercenaires se limitait à quelques géologues russes venus estimer les gisements aurifères du pays. « Nous pensons que la priorité des priorités, c'est d'abord la sécurité, donc aucun montant, aucun milliard, ne

saurait prévaloir l'âme des Maliens », a déclaré Adama Diarra, membre du Conseil national de transition.

« Nous sommes dans le brouillard. Aujourd'hui, les Maliens de manière générale, et particulièrement je pense la classe politique, nous apprenons ces informations par des communiqués de nos partenaires traditionnels. Maintenant, il faut que nos autorités soient claires sur leurs intentions et qu'elles interagissent avec le peuple au nom duquel elles sont en train d'agir et de prendre des décisions », a dit Moussa Mara, ancien Premier ministre.

Yvette Reine Nzaba

Bamako dément le déploiement des mercenaires du groupe russe Wagner

Annoncé par une quinzaine de puissances occidentales impliquées dans la lutte antiterroriste au Sahel, le Mali dément tout déploiement de mercenaires du groupe paramilitaire russe Wagner dans le pays, selon une dépêche de l'AFP.

Dans un communiqué, le gouvernement malien dément un communiqué paru le 23 décembre, dans lequel quinze pays occidentaux annoncent « le déploiement de mercenaires sur le territoire malien, et l'implication du gouvernement de la Fédération de Russie dans la fourniture d'un soutien matériel au déploiement du groupe Wagner au Mali ». Le gouvernement malien « apporte un démenti formel à ces allégations sans fondement [sur] un prétendu déploiement des éléments d'une société de sécurité privée au Mali ». Il « exige que des preuves lui soient apportées par des sources indépendantes », affirme le porte-parole du gouvernement, le colonel Abdoulaye Maiga, également ministre de l'Administration territoriale. Il « tient à préciser qu'au même titre que la mission européenne de formation (EUTM), des formateurs russes sont présents au Mali dans le cadre du renforcement des capacités opérationnelles des Forces

de défense et de Sécurité nationales ».

Le gouvernement malien demande à « être jugé sur des actes plutôt que sur des rumeurs et tient à rappeler que l'Etat malien n'est engagé que dans un partenariat d'Etat à Etat avec la Fédération de Russie, son partenaire historique ». Plusieurs pays occidentaux dont la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Canada, la Belgique, le Danemark, l'Estonie, l'Italie, la Lituanie, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la République Tchèque, la Roumanie et la Suède avaient appelé « la Russie à se comporter de manière responsable et constructive dans la région ». Ces pays sont engagés aux côtés de la France dans la task-force Takuba, une opération conjointe avec les Forces armées maliennes. Pour Paris, le déploiement de mercenaires russes au Mali constitue une ligne rouge. Les quinze pays signataires du communiqué avaient cependant réaffirmé leur « détermination à poursuivre (leur) action

en vue de protéger les civils, de soutenir la lutte contre le terrorisme au Sahel et de contribuer à instaurer la stabilité à long terme ». « On constate aujourd'hui sur place des rotations aériennes répétées avec des avions de transport militaire appartenant à l'armée russe, des installations sur l'aéroport de Bamako permettant l'accueil d'un chiffre significatif de mercenaires, des visites fréquentes de cadres de Wagner à Bamako et des activités de géologues russes connus pour leur proximité avec Wagner », avait indiqué une source gouvernementale française. Le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken avait mis en garde le Mali contre des conséquences financières et une déstabilisation du pays, si le gouvernement venait à recruter le groupe Wagner. Les Etats-Unis et l'Union européenne ont imposé des sanctions contre Wagner soupçonné d'être proche du président russe, Vladimir Poutine.

Noël Ndong

AFRIQUE DU SUD

Décès de l'ancien archevêque Desmond Tutu

L'icône de la lutte anti-apartheid, Desmond Tutu, est décédé le 26 décembre à l'âge de 90 ans, a annoncé le président sud-africain, Cyril Ramaphosa.

Dans un communiqué, le président Cyril Ramaphosa a exprimé, « au nom de tous les Sud-Africains, sa profonde tristesse », suite au décès de la figure emblématique de l'histoire sud-africaine. « Le décès de l'archevêque émérite Desmond Tutu est un nouveau chapitre de deuil dans l'adieu de notre nation à une génération de Sud-Africains exceptionnels qui nous ont légué une Afrique du Sud libérée », a-t-il déclaré. « Un homme d'une intelligence extraordinaire, intègre et invincible contre les forces de l'apartheid, il était aussi tendre et vulnérable dans sa compassion pour ceux qui avaient souffert de l'oppression, de l'injustice et de la violence sous l'apartheid et pour les opprimés et pour les oppresseurs du monde entier », a-t-il ajouté.

Figure de la lutte contre l'apartheid et prix Nobel de la Paix en 1984, Desmond Tutu aura, tout au long de sa vie, lutté pour la défense des droits de l'homme. Il était « la voix des sans-voix », déclarait son compagnon de lutte Nelson Mandela. Surnommé The Arch, la voûte, l'arcade, par les Sud-Africains, l'archevêque était affaibli depuis plu-

sieurs mois. Il luttait depuis deux décennies contre un cancer de la prostate. Toute sa vie, il aura lutté contre l'oppression, le racisme, la pauvreté et l'homophobie, inspirant une certaine foule, et irritant une autre foule. Le révérend Desmond Tutu appelait également au droit de mourir dignement. Né à Klerksdorp en 1931, il se forme à l'enseignement et à la théologie puis intègre la lutte contre l'apartheid comme un combat pour la libération, contre le régime de ségrégation en Afrique du Sud, entre Blancs et Noirs. Il reçoit le prix Nobel de la paix en 1984 et devient en 1984 le premier Noir à diriger l'Eglise anglicane en Afrique australe. Sa personnalité charismatique, son combat contre l'apartheid et son plaidoyer en faveur de la réconciliation raciale en ont fait l'une des personnalités les plus populaires du pays, presque à l'égal de Mandela.

Lors des émeutes écolières de Soweto, réprimées dans le sang, le 16 juin 1976, Desmond Tutu, premier doyen noir de l'Eglise anglicane en Afrique du Sud, avait dénoncé la violence de la police exercée contre des enfants. Il n'a cessé de faire résonner sa voix, usant de l'humour comme d'une arme. « Quand l'homme

blanc est arrivé, il avait la Bible et nous avions la terre », aimait-il raconter. « L'homme blanc nous a dit : Venez, agenouillons-nous, et prions ensemble ». Quand nous avons ouvert les yeux, voilà ! nous avions la Bible et il avait la terre... »

Cet homme d'Eglise avait présidé la commission Vérité et réconciliation, à la demande de Nelson Mandela, instrument majeur du pardon et de la reconstruction politique. Ce qui ne l'a pas empêché, par la suite, d'émettre les plus vives critiques contre certains dirigeants du Congrès national africain.

Tout en dénonçant les injustices dans le monde, il n'a cessé de taxer Jacob Zuma de président « hon-teux », en raison des innombrables scandales qu'il a provoqués. Desmond Tutu dénonçait aussi les niveaux de violence atteints dans le pays, pourtant pacifié, à cause du lien étroit entre inégalités et criminalité. « Ce n'est pas ce que nous étions sous l'apartheid », répétait-il. Desmond Tutu a vaillamment fêté ses 90 ans, en octobre 2021, en la cathédrale du Cap. Il ne faisait plus d'apparitions publiques ces derniers temps.

Y.R.Nz. et N.Nd.

FÊTE DE LA NATIVITÉ

Des milliers de jouets pour les enfants de Poto-Poto 3

En vue de permettre aux enfants de la troisième circonscription du troisième arrondissement de Brazzaville de passer la fête de la Nativité dans la gaieté, le député Ferréol Gassackys leur a offert des jouets, le 24 décembre.

Le jour de la Nativité est un jour magique, estime Ferréol Gassackys. C'est pourquoi, comme à l'accoutumée, il a pensé faire plaisir aux enfants de sa circonscription électorale. « C'est la fête de la Nativité, il faut toujours avoir une pensée pour les enfants. Ces enfants, pour la plupart démunis, ont besoin des jouets et c'est pour cela que nous leur en donnons. Mais la particularité, cette fois-ci, c'est que nous sommes sous la menace de la covid-19. C'est pour cela que nous saisissons cette opportunité pour faire beaucoup de communications et beaucoup de préventions. A cette occasion, nous avons distribué beaucoup de masques pour se protéger et protéger également les enfants qui sont la couche la plus exposée », a déclaré le député de Poto-Poto 3.

Ferréol Gassackys a précisé qu'il accomplit ce geste depuis quatre ans, c'est-à-dire depuis qu'il est élu député de la troisième circonscription de Poto-Poto. « Nous essayons de toucher toutes les couches de la population et surtout les familles les moins nanties de notre circonscription », a-t-il indiqué.



Une fillette recevant un jouet du député

Pour l'enfant Lorcy Lezona, c'est super ce qu'a fait le député. « Je le remercie pour ce geste combien important », a-t-elle renchéri. Mme Ursula, l'une des parents présente à la cérémonie, a reconnu qu'il y a certains parents qui n'ont pas pu avoir la possibilité d'acheter des jouets aux enfants, d'où le geste du député de Poto-Poto 3, Ferréol Gassackys, est salvateur.

Bruno Okokana

COVID-19

Le pape appelle au dialogue face aux germes de la division

Lors de son traditionnel message « Urbi et Orbi » (à la ville et au monde), prononcé le 25 décembre, le pape François a appelé au dialogue pour contrer la tendance à se refermer sur soi provoquée par la pandémie de la covid-19, qui a marqué pour la deuxième année consécutive la fête de la Nativité de milliards de personnes.

Le souverain pontife a estimé que la tendance au repli sur soi s'était aggravée depuis le début de la pandémie de la covid-19. Il a rappelé aux fidèles, réunis sur la place Saint-Pierre, qu'« en cette période de pandémie... notre capacité de relations sociales est mise à l'épreuve, la tendance à se fermer; à se débrouiller seule, à renoncer à sortir; à se rencontrer; à collaborer est renforcée ».

« Sur la scène internationale aussi, il y a un risque de ne pas vouloir dialoguer, le risque que la complexité de la crise nous incite à choisir des raccourcis, au lieu des voies plus lentes du dialogue. Notre capacité à maintenir des relations sociales est mise à rude épreuve; il y a une tendance croissante (...) au repli sur soi, à ne plus faire d'efforts pour aider les autres », a-t-il déclaré.

Le pape François qui a fêté ses 85 ans la semaine dernière a énuméré les principaux conflits actuels, mentionnant notamment la Syrie, le Yémen, Israël, les Territoires palestiniens, l'Afghanistan, la Birmanie, l'Ukraine, le Soudan et le Sud-Soudan.

« Nous continuons à être témoins

d'un grand nombre de conflits, de crises et de désaccords. Ceux-ci ne semblent jamais se terminer. Nous les remarquons à peine. Nous y sommes tellement habitués que d'immenses tragédies sont désormais passées sous silence. Nous risquons de ne pas entendre le cri de douleur et de détresse de tant de nos frères et sœurs », a-t-il dit.

Le pape François a demandé à Dieu « d'empêcher une nouvelle explosion d'un conflit qui dure depuis longtemps » en Ukraine, qui redoute une offensive de la Russie, qui a massé des dizaines de milliers de soldats à ses frontières.

En outre, il a demandé à la population de ne pas être indifférente au sort des migrants, des réfugiés, des personnes déplacées, des prisonniers politiques et des femmes victimes de violences et a exhorté les dirigeants du monde à protéger l'environnement.

Précisons que dans sa messe de la veille de Noël, vendredi soir, dans la basilique Saint-Pierre, le pape François avait assuré notamment que les personnes indifférentes aux pauvres offensaient Dieu.

Yvette Reine Nzaba



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



CONGO VERS 2022

Récession et résilience

Une crise économique qui s'essouffle assez lentement, une pandémie de covid-19 toujours présente mais moins sévère au Congo qu'il y a quelques mois encore, des attentes sociales multiples, des élections législatives et locales en vue : autant de questions qui pourront figurer au menu du message sur l'état de la Nation que le président de la République délivrera cette fin d'année, en plus de celui consacré aux vœux du Nouvel An qui suivra.

Dans quelques heures, le chef de l'Etat s'adressera aux Congolais pour dresser le bilan de la première année de son quinquennat et se projeter vers l'an 2022. Denis Sassou N'Guesso est habitué à l'exercice mais la prise de parole présidentielle de cette année a lieu dans une perspective où la crise sanitaire de covid-19, déclarée depuis deux ans dans le monde, continue d'occuper les espaces de débat. Le président de la République y reviendra sans doute dans son discours, pour évoquer, entre autres, la façon dont l'exécutif s'y est pris.

En même temps, la lente mais tout de même prometteuse reprise économique, encouragée par des indicateurs internes et

2021, il mettait en exergue l'intensification de l'agriculture comme un des axes majeurs de son projet de société : « Ensemble, poursuivons la marche ». Difficile de croire qu'une année suffise pour en tirer les conséquences, mais l'occasion peut se prêter au dévoilement de la nouvelle carte agricole du pays au regard des efforts consentis sur le terrain.

Peut-être aussi devrait-on considérer cette première année du quinquennat du chef de l'Etat comme celle de la pose des jalons dans divers secteurs vitaux. Alors que les opérateurs économiques nationaux ont fait part de leur relative satisfaction au sujet du traitement de leur dette par l'Etat, les nombreux



L'hôpital général de Djiri inauguré le 15 décembre 2021 par le président de la République DR

volatil, influence les prises de décision.

D'immenses défis internes

Pour mieux se rendre compte de l'immensité des défis qui se posent au Congo, les fréquents échanges en plénières, entre le gouvernement et les

la prise en charge des retraités, la bourse des étudiants, l'occupation des jeunes, le déficit des personnels de l'éducation nationale, l'aménagement du territoire, demandent de lourds investissements et toujours une gouvernance exemplaire. Le bout de chemin déjà accompli appelle nécessairement de nouveaux engagements.

En songeant à la gouvernance exemplaire, l'on remarque ces derniers temps la procession vers la Cour suprême des dirigeants des institutions nationales invités à déclarer leur patrimoine. Peut-être que les procédures afférentes sont complexes, le Congolais lambda s'interroge sur la nature « hermétique » de ces déclarations, d'autant plus que la procédure est publique, les médias en assurent un large écho, mais la documentation l'est moins, l'administration concernée ne délibérant en contrepartie sur les biens déclarés. Un problème de communication ? Dans cette affaire comme dans bien d'autres, l'action publique gagnerait à être mieux expliquée.

On ne saurait non plus faire l'impasse sur la communication dans le traitement de certains dossiers sociaux comme celui du 4 mars 2012. Il y a quelques

semaines, les sinistrés de cette tragédie manifestaient bruyamment pour exiger du gouvernement l'accélération des procédures d'indemnisation les concernant. Une concertation entre les représentants de ces derniers et le Premier ministre a permis aux uns et aux autres d'apaiser leurs inquiétudes. Peut-être là également, le travail entrepris par les pouvoirs publics, les dysfonctionnements éventuels constatés, n'ont pas été amplement partagés.

Avant de conclure au moins provisoirement sur ce qui vient d'être écrit plus haut, rappelons que 2022 est l'année des élections locales et législatives. Les instances chargées de conduire ce processus ont le temps de faire en sorte que les conditions soient réunies pour des scrutins au cours desquels les candidats battront campagne sur l'ensemble du territoire national dans un climat de quiétude et les électeurs appelés à exercer librement leur choix. Le constat général dans le pays est que les obstacles à un tel aboutissement ont été levés comme l'avait au moins prouvé le déroulement sans incident de la dernière élection présidentielle.

Sans prétendre que les termes des accords de 2017, à l'issue desquels l'apaisement est revenu dans le Pool, ont été entièrement appliqués, les instances mises en place pour accompagner ce processus sont toujours disposées à travailler. Comme pour ce qui concerne les autres dossiers pendants, le problème de fond ce sont certainement les effets désastreux de la double crise économique et sanitaire sur les moyens d'intervention de l'Etat. En gardant l'espoir que 2022 sera aussi l'année de la décrue de la pandémie de covid-19, partant de la reprise économique, parions que l'exécutif congolais disposera alors d'une marge de manœuvre nécessaire pour faire repartir le pays.

Gankama N'Siah



Les fonctionnaires devant un guichet de banque DR

externes assez favorables parmi lesquels la poursuite des réformes dans le pays et le retour de confiance avec le Fonds monétaire international, fondent chez ses compatriotes l'espoir que, rentré plus ou moins en possession de ses moyens d'action, le gouvernement s'attèlera à son programme de développement tout en se penchant sur le quotidien des travailleurs et de la population.

Dans son message du même type, à la fin de l'année dernière, le président de la République indiquait qu'en dépit de la conjoncture difficile du moment, « Nous gardons la constance de notre logique et la cohérence de notre vision dans la marche vers le développement qui se concentrent essentiellement sur la poursuite de la mise en place des infrastructures de base ». Quelques mois plus tard, ayant bénéficié de la confiance de ses concitoyens au terme de la présidentielle des 17 et 21 mars

contacts noués avec l'extérieur par le gouvernement pour constituer les bases des partenariats public-privé attendent de produire leurs résultats. On se trouve de toute évidence dans un domaine où l'environnement international, souvent

deux chambres du Parlement, l'Assemblée nationale et le Sénat, en sont le baromètre. De ceux-ci, il est toujours ressorti, cette année comme les années précédentes, que la desserte de la population en eau et en électricité, l'offre de santé publique,



Les retraités manifestant pour leurs pensions DR

Compte rendu du Conseil des ministres du jeudi 23 décembre 2021

Le Conseil des ministres s'est réuni ce jeudi 23 décembre 2021 en visioconférence, sous la très haute autorité de son excellence, M. Denis Sassou N'Guesso, président de la République, chef de l'Etat.

Deux affaires étaient inscrites à son ordre du jour, à savoir :

Une communication sur le rapport d'évaluation finale du Plan national de développement (PND) 2018-2022, et un projet de loi portant approbation du PND 2022-2026, intitulé « Une économie forte, diversifiée et résiliente », ces deux affaires présentées au titre du ministère de l'Economie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale.

Ministère de l'Economie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale

1/- Communication sur le rapport d'évaluation finale du PND 2018-2022

Invitée par le président de la République à prendre la parole, Mme Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, ministre de l'Economie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, a précisé aux membres du Conseil des ministres que le 25 octobre 2021, le Conseil national d'évaluation a examiné les contours du PND sortant, tant sur son processus d'élaboration que sur l'analyse de ses performances macroéconomiques et celles de ses axes prioritaires.

Construit dans un contexte de crise économique et financière et d'assèchement de nos finances publiques, le PND 2018-2022 avait pour matrice principale le projet de société du Président de la République, « La Marche vers le développement », cadre programmatique d'action du gouvernement durant les cinq dernières années.

Il visait principalement à juguler la récession, relancer la croissance tout en poursuivant les efforts en matière de protection sociale, avec pour perspectives principales une croissance hors pétrole de 4% et l'amélioration de divers indicateurs économiques.

D'un coût estimé de 15 693,687 milliards de FCFA hors service de la dette, soit 11 666 milliards de FCFA en dépenses courantes et 4 023 milliards de FCFA en dépenses en capital, pour une moyenne annuelle globale de 3 139 milliards de FCFA déclinée selon les rubriques sus indiquées, le PND 2018-2022 devait être financé par des ressources propres à hauteur de 36,9%, pour un besoin de financement de 63,1% à couvrir par des ressources extérieures.

Poursuivant son propos, la ministre Ebouka-Babackas a précisé que si le rapport d'évaluation a établi que l'exécution du plan a permis de réaliser des progrès significatifs en matière de gouvernance, il a été constaté que les performances attendues du PND ont été en-deçà des objectifs visés.

Ainsi, la croissance économique hors-pétrole s'est dégradée, s'établissant à une moyenne de -1,5% sur la période 2019-2021 contre une prévision de +3,1%. De même, la faiblesse du système statistique n'a pas permis d'évaluer les réformes en profondeur attendues du système éducatif et de formation qualifiante.

La diversification économique, autre axe majeur, a été entravée ; si elle a, par exemple, permis de voir la part de l'agriculture dans le PIB passer sur la période de 7,4% à 9%, le tourisme contribuer à l'emploi et améliorer sa situation malgré la covid-19, certains secteurs majeurs ont continué à souffrir de l'aggravation de la crise ;

Au total, la mise en œuvre du PND 2018-2022 ne s'est pas traduite par une transformation structurelle de l'économie ; ces difficultés sont en grande partie dues à une mobilisation timide du secteur privé mais, également et surtout, à une insuffisante mobilisation des ressources, tant internes (seulement 30,5% par rapport à la prévision) et extérieures (seu-

VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

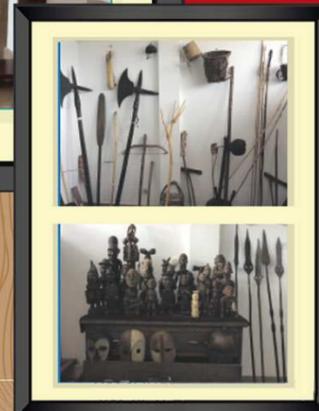
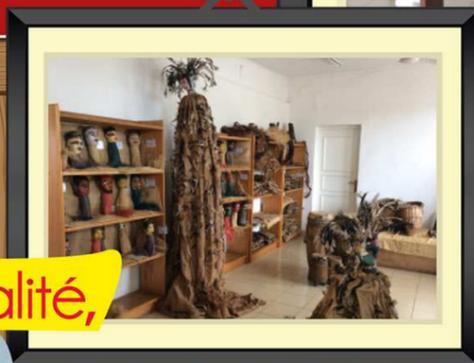
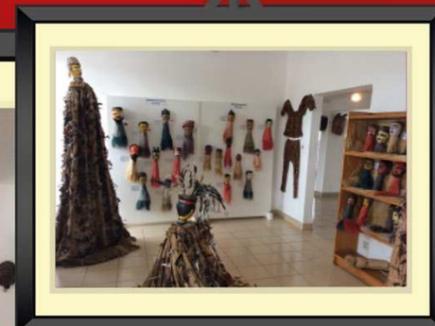
galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

lement la moitié) et se sont logiquement traduites par un taux de décaissement effectif de 54,2%.

Enfin, sur la plan macroéconomique, l'exécution du PND 2018-2022 a été entravée par différents facteurs, notamment :

La crise économique et financière consécutive à la chute drastique des cours du pétrole et au resserrement des dépenses d'investissement préconisées dans le cadre de la mise en œuvre des réformes dites PREF-Cémac ; La mise en œuvre de l'accord de Facilité élargie de crédit conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) en juillet 2019, orienté vers les réformes structurelles plutôt que l'investissement, puis la suspension de son exécution, avec pour effet une défiance plus importante des potentiels investisseurs ; L'apparition de la pandémie de coronavirus covid 19, qui a grandement affecté l'activité, avec notamment une chute du PIB de 6,2% en 2020 ;

Les membres du Conseil des ministres ont pris bonne note de cette communication.

Ils ont noté que l'exécution d'un plan quinquennal, dont le premier du genre a été engagé entre 1982 et 1986, est une grande aventure collective. L'élaboration et la mise en œuvre d'un PND sont un pari sur l'avenir ; les entraves constatées en cours d'exécution ne sont que des aléas qui doivent être analysés avec objectivité, ce qui a été fait par le rapport d'évaluation soumis à l'examen du Conseil ;

Enfin, les enseignements tirés de l'évaluation du PND 2018-2022 ont permis aux pouvoirs publics de se projeter de manière plus pertinente sur les conditions d'élaboration du PND 2022-2026.

2/ - Projet de loi portant approbation du PND 2022-2026, intitulé « Une économie forte, diversifiée et résiliente »

L'élaboration du PND 2022-2026 a connu son coup d'envoi par la prescription faite par son excellence, monsieur le président de la République, lors du discours prononcé à l'occasion de son investiture le 17 avril 2021. Ce nouveau plan, avec pour base programmatique le projet de société « Ensemble poursuivons la marche » massivement approuvé par le peuple lors du scrutin présidentiel de mars 2021, a connu une élaboration technique pilotée par le ministère en charge du Plan, accompagné par la Task force des politiques économiques et sociales mise en place par le décret n°2021-304 du 25 mai 2021.

Tenant compte, d'une part, des engagements internationaux du Congo, le PND 2022-2026 soumis à l'examen du Conseil des ministres anticipe, d'autre part, sur les contraintes qui seront générées par la conclusion attendue prochainement du Programme d'appui financier de moyen terme (2022-2024) actuellement négocié avec le FMI.

Les marqueurs principaux du projet de PND 2022-2026, que l'on peut qualifier de « Plan national de développement de deuxième génération », sont la priorité donnée à l'économie ainsi que le dosage entre la poursuite des réformes tendant à stabiliser la situation macroéconomique et la mise en œuvre des conditions de réussite de la relance effective de l'économie congolaise.

L'objectif majeur est de faire passer le Congo d'une économie de rente pétrolière à une économie nationale forte, diversifiée et résiliente. La transformation structurelle de l'économie nationale permettra à notre pays de faire face aux problèmes économiques, sociaux, de souveraineté et de protection de l'environnement. Il s'agira précisément, sur la période 2022-2026, d'assurer une croissance régulière et forte du PIB hors pétrole (7% en moyenne annuelle), une forte création d'emplois, la réduction accélérée de la pauvreté, une baisse de l'importation des produits de base, etc.

Pour ce faire, les objectifs spécifiques du projet de PND 2022-2026 sont les suivants :

Le développement de l'agriculture au sens large, pour offrir des emplois, réduire la pauvreté, l'exode rural et les importations alimentaires ; Le développement de l'industrie pour créer des emplois, valoriser et exploiter nos ressources naturelles, transformer la production agricole et réduire les importations de produits industriels ; Le développement des zones économiques spéciales (Brazzaville, Ollombo-Oyo, Ouesso et Pointe-Noire)

pour notamment intensifier la production industrielle nationale ; Le développement du tourisme, appuyé sur l'écotourisme, la valorisation des atouts historiques et culturels du Congo ; Le développement de l'économie numérique, grâce à l'intensification de sa diffusion dans l'économie nationale, l'accroissement de la compétitivité nationale et la lutte contre la fracture numérique ; Le développement des activités immobilières, grâce à l'utilisation de matériaux locaux de construction, une politique dynamique de modernisation de nos villes et l'amélioration des conditions d'habitat.

Sur le plan méthodologique, le PND 2022-2026 devra s'articuler autour des moyens suivants : réserver les ressources nécessaires à la mise en œuvre du PND aux seuls secteurs concernés par les programmes retenus dans les six secteurs sus évoqués ; réussir à impliquer le secteur privé dans le financement du PND et à mettre en œuvre une politique d'accompagnement efficace des PME-PMI ; mobiliser le maximum de ressources en mettant une stratégie de financement à large spectre, incluant les ressources des partenariats publics-privés et les financements innovants ; assurer un suivi-évaluation performant, grâce à des mécanismes placés sous la supervision du Premier ministre, chef du gouvernement ; décliner le PND central en « plans locaux de développement », avec l'implication des collectivités locales.

La réussite du PND 2022-2026 est fondée sur la prise en compte de la valorisation du capital humain, grâce à la mise en œuvre de politiques publiques sectorielles. Accompagné d'annexes opérationnelles (Document-cadre de politique et de programmation macroéconomique et budgétaire ; programme pluriannuel des actions prioritaires ; programme d'investissements publics 2022-2026 ; document-cadre de suivi et d'évaluation ; guide des processus et procédures de mise en œuvre du PND ; plan de communication ; document-cadre pour la production des statistiques pour le suivi et l'évaluation du PND 2022-2026), le PND prévoit un coût global de mise en œuvre de 8 997 milliards de FCFA, soit un coût annuel moyen de 1797 milliards de FCFA.

Les dépenses d'investissement sont évaluées à 8 987 milliards de F CFA. Financé à hauteur de 24% par des ressources propres, soit 2161 milliards de F CFA, le montant du financement acquis est constitué à 58,5% de ressources propres de l'Etat et à 41,5% de ressources extérieures attendues, représente 41% du coût global du PND 2022-2026. Enfin, le gap de financement est évalué à 5 299,2 milliards de FCFA, avec la contribution attendue à hauteur de 31% du secteur privé national, soit 2.831 milliards de F CFA, tandis que les financements extérieurs traditionnels recherchés privilégieront les prêts concessionnels.

Après avoir pris bonne note des principales articulations du projet de PND 2022-2026, les membres du Conseil des ministres ont noté avec satisfaction que le projet soumis à leur examen et approbation avait identifié six piliers au profit desquels les ressources devaient être allouées en priorité, et ce dans le but de favoriser la création accrue de la richesse nationale, elle-même destinée à une redistribution prioritaire aux populations bénéficiaires, notamment grâce à l'amélioration du capital humain (santé, éducation et formation qualifiante).

En résumé, le PND 2022-2026, PND « de deuxième génération », doit viser des investissements et priorités affirmées qui profitent au peuple congolais dans sa diversité.

Après examen et discussion, le Conseil des ministres a approuvé le projet de loi portant approbation du PND 2022-2026, intitulé « Une économie forte, diversifiée et résiliente » ; il sera transmis au Parlement pour examen et adoption.

Plus rien n'étant inscrit à l'ordre du jour, le président de la République a clos les travaux du Conseil et levé la séance.

Commencée à 10h00, la réunion du Conseil des ministres a pris fin à 11h30.

Fait à Brazzaville, le 23 décembre 2021

Le ministre de la Communication et des Médias,

Porte-parole du gouvernement,

Thierry Lézin Mougalla

ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE D'IGNIÉ

La Commission de travail se relance

Les membres du gouvernement faisant partie de la Commission interministérielle chargée d'étudier l'opérationnalisation et le développement du parc industriel de Maloukou se sont retrouvés, le 24 décembre, pour mettre en place des sous-commissions et commencer à travailler dans le but de rendre opérationnel le développement de ce parc.

« Le ministre en charge de la Coopération et du Partenariat public-privé a travaillé depuis un certain nombre de mois avec un partenaire extérieur qui envisage de faire un investissement direct étranger de l'ordre de 200 millions de dollars pour rendre opérationnel ce parc industriel, et sur les orientations du Premier ministre, nous avons eu notre première réunion de travail ce matin pour la mise place des sous-commissions et commencer à travailler pour que ce partenariat devienne effectif au début de l'année 2022 », a fait savoir Demis Christel Sassou Nguesso. Et d'ajouter : « L'espoir est permis, nous voulons aller vite, et c'est dans ce sens que nous avons saisi fortement l'opportunité qui nous est tendue pour que ce travail soit effectif rapidement. Nous pensons relancer en début de l'année 2022 ce parc industriel ».

Le ministre de la Coopération et du Partenariat public-privé a, par ailleurs, indiqué qu'il revient au gouvernement de créer l'ensemble des conditions pour que ce partenariat se déroule de la meilleure manière. Il s'agit d'abord d'attribuer ce parc industriel à un opérateur et ensuite préparer la convention de concession pour lui permettre de travailler en toute sécurité.

Guillaume Ondze



Séance de travail des membres de la commission DR

NUMÉRIQUE

Des jeunes congolais récompensés pour leurs travaux innovants

Au total, cinq jeunes porteurs de projets ont reçu des distinctions, le 23 décembre à Brazzaville, à l'issue de la troisième édition du Prix Denis-Sassou-N'Guesso de l'innovation numérique associé au Programme Seeds for the future de Huawei technologies.



Le ministre Léon Juste Ibombo et les jeunes Adiac

Les jeunes lauréats de l'édition 2021 du Prix Denis-Sassou-N'Guesso de l'innovation technologique ont été sélectionnés par un jury après examen de leurs projets. Ils ont ensuite bénéficié d'une formation sur l'intelligence artificielle et le leadership dispensée par des experts chinois et congolais.

Parmi les lauréats, il y a Claude Pascale Loundou, promotrice du projet Mbotama elamu. Il s'agit d'un projet de ceinture connectée qui permet de détecter les contractions utérines chez la femme enceinte et d'envoyer un message d'alerte à son entourage ou aux ambulanciers. « L'application vise à sauver des femmes enceintes au Congo, qui accouchent

dans des situations désastreuses », a soutenu la jeune lauréate.

Notons que les initiateurs de ce grand prix national, l'incubateur Kosala, le gouvernement congolais et la société Huawei Congo, entendent faire de cet événement un lieu de compétitions technologiques des jeunes Congolais sur l'ensemble du pays et de la diaspora. Pour cette édition, le projet d'un jeune vivant en Ukraine a aussi été sélectionné.

Ce Prix constitue la distinction la plus élevée dans la promotion et le développement du digital en République du Congo, a estimé le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, Léon

Juste Ibombo. Saluant les efforts des jeunes lauréats, il a réitéré l'engagement du gouvernement à les accompagner dans la concrétisation de leurs projets. « En effet, dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau Plan national de développement 2022-2026, le gouvernement s'emploie à créer les conditions propices à la création d'entreprises, à l'entrepreneuriat juvénile, par le soutien aux start up », a-t-il déclaré.

Pour les autorités, la participation du géant chinois des technologies, Huawei, dans l'organisation de ce prix, depuis 2017, traduit l'exemplarité de la coopération sino-congolaise.

Fiacre Kombo

DETTE

Le FMI met les pays riches en garde

La dette mondiale a atteint un record de 226 000 milliards de dollars en 2020, la plus forte augmentation sur un an depuis la Seconde Guerre mondiale, d'après le Fonds monétaire international (FMI). Une nette différence entre les pays à revenu élevé et les pays à revenu faible.

Les économies avancées et la Chine représentaient plus de 90 % des 28 000 milliards de dollars ajoutés au niveau de la dette en 2020, alors que « la plupart des économies en développement sont de l'autre côté de la fracture financière, confrontées à un accès limité au financement et à des taux d'emprunt souvent plus élevés », peut-on lire dans un article de blog du FMI. Le niveau déprimé de l'emprunt masque une véritable crise sous-jacente.

Selon l'économiste en chef de la Banque mondiale, Carmen Reinhart, dans les pays à faible revenu, 60% « sont déjà surendettés ou s'en approchent [...] ». Des augmentations encore plus faibles en termes de dollars... ont entraîné un fardeau de la dette important pour les pays à revenu intermédiaire et faible ». Pour l'économiste du FMI, Vitor Gaspar, des reprises inégales dans les pays à faible revenu et des baisses du Produit intérieur brut (PIB) nominal font augmenter le ratio dette/PIB. Il craint qu'à moyen terme, « ce groupe de pays dans son ensemble ne revienne à la trajectoire de croissance d'avant-covid-19 ». Un défi qui semble beaucoup plus difficile qu'avant covid-19, selon lui. Ce qui constitue un autre élément urgent « d'une action mondiale pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030 ».

En outre, les pays à faible revenu sont confrontés à la menace aggravée de l'inflation, des taux d'intérêt plus élevés, de la propagation du coronavirus et de la fin de l'Initiative de suspension de service de la dette dans le cadre du groupe de pays du G-20. Cette situation rend Carmen Reinhart « pessimiste » quant aux chances d'une restructuration rapide de la dette, affirmant que les créanciers ne veulent pas subir de « coupes de cheveux ». « Les problèmes de dette non résolus sont plutôt venimeux pour la croissance économique », a rappelé Carmen Reinhart. Ce qui, malheureusement, la pousse à prédire une longue bataille à venir, qui aggraverait la situation des pays à faible revenu.

Noël Ndong

MARCHÉ DU TRAVAIL

Renforcer la transparence sur les statistiques de l'emploi et du chômage

Les autorités congolaises entendent poursuivre la réforme du marché du travail, par la publication régulière dès 2022 des données statistiques sur les offres et les demandes d'emplois. La feuille de route de la réforme sera fixée, le 28 janvier prochain à Brazzaville, lors de la session budgétaire du comité de direction de l'Agence congolaise pour l'emploi (ACPE).

La mission de produire les chiffres sur les offres et les demandes d'emplois en République du Congo devra être menée par l'ACPE, qui assure le service public de l'emploi. Née des cendres de l'ex-Onemo (Office national de l'emploi et de la main-d'œuvre), l'ACPE vise à relever les nombreux défis liés au marché du travail dans le pays, grâce à un soutien des professionnels de Pôle emploi et expertise France.

La publication de manière régulière des données statistiques sur les offres et les demandes constitue un challenge pour le service public de l'emploi, a admis Auxence Léonard Okombi, le président du comité de direction. Il s'agit d'un travail de longue haleine pour l'ACPE d'harmoniser les



chiffres d'ensemble sur les demandeurs, de les classer par catégorie d'âge, sexes, niveau d'instruction et secteurs d'activités.

La transparence des données permet d'orienter la politique publique et de répondre aux

offres des entreprises. « Le service public d'emploi joue le rôle d'appariement entre l'offre et la demande. Au niveau de l'ACPE, nous avons été instruits par le ministre de tutelle sur le suivi-évaluation des ac-

Les membres du comité de direction DR tions prioritaires sur le terrain (...) Les données statistiques devront être en harmonie avec les normes de l'Institut national de la statistique et le standard international », a indiqué Auxence Léonard Okombi.

Au cours de la session inaugurale du comité de direction de l'ACPE, tenue le 23 décembre à Brazzaville, cinq axes prioritaires ont été adoptés, à savoir l'amélioration des conditions générales de travail et l'assainissement du climat social ; l'intermédiation et la prospection du marché de l'emploi ; l'insertion socioprofessionnelle des jeunes désœuvrés et déscolarisés ; la coopération internationale ; y compris la production des données statistiques sur les offres et demandes d'emplois.

Le comité de direction, pour mémoire, est l'organe d'orientation et de décision de l'ACPE. Il est chargé de mise en œuvre des politiques publiques en matière de l'emploi fixées par le gouvernement congolais.

Fiacre Kombo

MÉDIAS

« La Nouvelle République » se dote d'un portail Web

Le directeur général du groupe de presse « La Nouvelle République », Anasth Wilfrid Mbossa, a lancé officiellement le 22 décembre à Brazzaville les activités du portail Web de l'unique journal de l'Etat en République du Congo.

Après six ans d'hibernation, le journal « La Nouvelle République » est réapparu sur le marché le 11 novembre dernier, relançant ainsi ses activités. « Cette phase a donc ébranlé la dynamique et éclos les sentiers de la grandeur médiatique de la structure. Pour ce faire, aujourd'hui, nous nous connectons à la donne la plus stratégiquement utile, notamment l'inauguration du portail Web du groupe de presse : www.lanouvellerepublique.cg », a déclaré le directeur général.

Selon Anasth Wilfrid Mbossa, la nouvelle optique numérique va désormais se greffer aux précédentes publications déjà existantes, notamment le quotidien, le magazine et l'édition sportive ayant servi de matrice pour la création du groupe de presse.

A travers ce portail Web qu'elle qualifie de complet et de grande capacité technologique, la direction générale aura la possibilité de publier les articles en temps réel, d'assurer les publications vidéo, audio, de déployer les PDF, de présenter le journal en direct à partir des chaînes YouTube. « C'est le lieu d'annoncer que désormais, les éditions de grande écoute de nos médias officiels, notamment les déroulés des journaux seront repris et diffusés, en vue d'assurer la communication élargie de nos informations nationales », a-t-il annoncé.

Pendant ces six années d'hibernation, les agents de la Nouvelle République ont été mis en quelque sorte en congé technique. Pour être à la hauteur de ses ambitions, le nouveau directeur général a également lancé une formation à leur intention. « La formation est un pilier indispensable à la bonne marche d'une société. A cet égard, nous allons ce jour procéder au lancement d'une formation multisectorielle, susceptible de redonner espoir aux agents et donc un peu de souffle à la maison Nouvelle République », a poursuivi Anasth Wilfrid Mbossa. Parmi les modules retenus, il y a le renforcement des capacités en informatique ; l'initiation aux techniques de l'information ; l'infographie pour le montage du journal ; la maîtrise des techniques d'animation du site ; l'application aux techniques rédactionnelles de l'ensemble des journalistes et l'écriture rédactionnelle sur le site Web.

Se félicitant de l'appui du ministère en charge de la Communication et des Médias à la dynamique de relance du journal, le directeur général de la Nouvelle République a invité les autorités à avoir un regard attentif sur ce média, car il s'agit, d'après lui, de la vie de la nation.

Parfait Wilfried Douniama

ACTION HUMANITAIRE

L'élan de solidarité se manifeste en faveur des sinistrés des inondations

La Fondation Bureau Top Iris, le Port autonome de Brazzaville et la société Indico ont apporté des vivres et non-vivres, au ministère des Affaires sociales et de l'Action humanitaire pour soulager les peines des 108 173 sinistrés des inondations qui sévissent dans la zone septentrionale du pays.



Remise des dons de vivres et non-vivres

Les inondations dans la Likouala, la Sangha, la Cuvette, les Plateaux ont noyé des habitations et les champs tout en favorisant les gîtes de reproduction des moustiques et autres germes de maladies. D'où les cas de dermatoses, de diarrhées sanguinolentes, de vomissements, de toux... « Nous ne pouvons pas rester insensibles aux désastres causés par les inondations. Nous manifestons donc cet élan de solidarité pour aider ceux qui sont en difficulté », a déclaré Romaine Gangoyi, chargée des opérations à la Fon-

dation Bureau Top Iris.

Les vivres et non-vivres apportés sont une manière de répondre à l'appel lancé par la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Irène Mboukou-Kimbatsa, le 20 décembre, à Brazzaville, à l'endroit notamment des entreprises. Dressant le bilan des inondations ce jour-là, la ministre a fait état de 42 583 personnes sinistrées pour 87753 ménages dans la Likouala. Dans la Sangha 14 646 pour 968 ménages, la Cuvette 36 564 pour 8919 ménages, les Plateaux 24 586 pour 4133 ménages.

Les chiffres ici évoqués ne sont pas figés et peuvent changer à mesure que les eaux sortent davantage de leur lit ou non. Les estimations pour le département du Kouilou, qui vient d'allonger la liste des localités inondées, seront disponibles sous peu, à en croire Irène Mboukou-Kimbatsa. Par ailleurs, la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire a salué le geste du cœur des entreprises qui ont commencé à mettre la main à la pâte. Elle espère que les autres vont emboîter le pas.

Rominique Makaya



À NOËL LA **BOX** **INTERNET** EST TOUJOURS À **50000 FCFA***

* Offre promotionnelle sur la formule SPEED 12



☎ 22 22



FÊTE DE LA NATIVITÉ

Ambiance festive à Brazzaville

De l'esplanade du Centre national de radio et télévision (CNRTV) au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza en passant par la Corniche, parents et enfants ont envahi, le 25 décembre, différents lieux de la capitale congolaise afin de commémorer avec faste la fête de la Nativité. Au programme : balade, chant, danse, jeu, friandise et séance photos.

Alors que la fête de Noël était commémorée l'an dernier à domicile en raison du confinement décrété par rapport à la pandémie de covid-19 qui continue de sévir, cette année, la population a eu le plaisir de vivre cette journée comme à son habitude en toute liberté.

Pour l'occasion, l'esplanade du CNRTV, dans le 8e arrondissement Djiri, a accueilli une foule constituée essentiellement d'enfants. « Sapés » comme jamais, joués à la main pour certains, c'est une joie de pouvoir, cette fois-ci, se balader librement en ce jour et se poser autour d'un pot pour apprécier l'atmosphère de Noël en public. « J'ai supplié maman de nous emmener nous balader ici à la télé car l'année dernière, nous ne pouvions pas le faire. Je suis heureuse de vivre cette ambiance de rue », a confié Deborah Dimi, une fillette de 11 ans.

Du côté du mémorial Pierre-Savorgnan - de-Brazza, les portes ont été grandement ouvertes au public à l'occasion de Noël. L'ambiance musicale, teintée de sonorités africaines, a été tel qu'on a pu la ressentir à quelques mètres du lieu. Avec un jeu de rodéo et des trampolines implantés dans la cour, cela a été un véritable régal pour les enfants ayant fait le dé-



Les enfants vibrant au rythme de l'ambiance de Noël au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza/Adiac

placement afin de célébrer cette journée hors-domicile. « Je suis tellement heureux d'être ici ce soir car Noël pour moi c'est à la fois un moment en famille et une partie de détente comme celle-ci où la musique proposée par le

Dj nous fait danser à la folie », a confié Israël Loemba, 17 ans. Comme à l'accoutumée en période de fêtes de fin d'année, l'avenue de la Corniche a connu une ambiance époustouflante avec des milliers de Congolais venus de partout pour se

balader tout en appréciant la vue du fleuve Congo et se prendre en photo. Une ambiance bon enfant sous l'œil vigilant des policiers et des sapeurs-pompiers installés le long de cette artère.

SOS vigilance aux parents !

Si la période des fêtes est une source de joie et de détente, cela n'empêche que les parents demeurent vigilants lors de la promenade avec les enfants. En cette soirée du 25 décembre, à la Corniche, alors que Parfaite se baladait avec sa mère et ses frères et sœurs, elle s'est égarée dans le flux de personnes se trouvant sur place. Fort heureusement, la petite fille a pu retrouver sa mère et rentrer chez elle au bout de trente minutes d'égarement. « Certes qu'on est là pour se distraire, on ne doit pas laisser aller loin les enfants ou encore se permettre qu'ils marchent après nous, les parents. Je reste vigilante et je veille sur eux pour éviter tout incident. Le cas de Parfaite est une leçon », a indiqué Jennifer, mère de famille.

Par ailleurs, une autre forme de vigilance à observer est celle liée au port du masque, compte tenu de la pandémie de covid-19 toujours d'actualité au Congo. En effet, le constat fait est que le port du masque n'a pas été réellement respecté par la population qui a envahi les rues de la ville pour célébrer Noël.

Merveille Atipo

Des jouets pour des enfants de Djiri

Le conseiller départemental et municipal de Brazzaville, Gilles Latran Ngabangui, a offert le 23 décembre des jouets aux enfants du neuvième arrondissement, Djiri.



Gilles Latran Ngabangui posant avec des bénéficiaires/Adiac

Composés, entre autres, des vélos, poupées, pianos et voitures, les jouets offerts ont permis aux bénéficiaires de passer la fête de Noël dans des conditions assez acceptables. Une initiative positivement appréciée par les parents qui ont encore en mémoire le fait que l'année dernière, le Congo n'a pu fêter Noël. « Les enfants, plus particulièrement, ont été privés de cette fête qui est la leur. Noël ne doit pas être réduit à faire pétiller des bouteilles, mais aussi à faire pétiller l'espoir, l'amour et le partage. Noël, c'est aussi une histoire d'amour pour sa circonscription. Noël, c'est la générosité, la bonté et la bienveillance. C'est la fête de famille », a rappelé l'un des parents, se félicitant de l'altruisme du conseiller Gilles Latran qui n'est pas

à sa première action.

Pour le donateur, ce geste est une façon d'être au plus près des enfants de son arrondissement et de communiquer avec ses mandants. « Il est souvent très difficile pour les parents de pouvoir trouver des jouets aux enfants. C'est pourquoi, j'ai pensé leur distribuer des cadeaux pour alléger et aider nos concitoyens de Djiri », a justifié Gilles Latran Ngabangui.

Notons que la cérémonie de remise de jouets aux enfants s'est déroulée au quartier Nkombo, après Domaine en 2020 et Makabandilou en 2019. Au regard de la densité du neuvième arrondissement, le conseiller élu à Djiri entend poursuivre son élan de solidarité dans les autres quartiers.

Parfait Wilfried Douniama

Charlotte Opimbat offre des jouets à plus de mille enfants

La députée de la deuxième circonscription électorale de Poto-Poto, Charlotte Opimbat, a tout fait pour redonner de la gaieté à un millier d'enfants relevant de sa base électorale, en leur offrant, le jour de Noël, des jouets de toutes qualités.



La députée souhaitant un joyeux Noël aux enfants/Photo Adiac

Fidèle à sa tradition, Charlotte Opimbat a honoré ses engagements, le 25 décembre. Pour cette édition, elle a mobilisé plus de mille enfants de sa circonscription électorale. Chacun d'eux a reçu au moins un jouet de son choix, selon son genre. Au total, dix sites ont été créés pour la circonstance afin de bien assurer la distribution. L'opération s'est faite sous la supervision de l'élu du peuple elle-même, qui a fait la ronde de l'ensemble de ces centres de distribution pour s'assurer de la bonne exécution de son geste.

« Aujourd'hui, nous avons offert des jouets à plus de mille enfants, que nous avons répartis dans dix sites que nous avons créés pour la circonstance, en raison

des mesures barrières liées à la pandémie du coronavirus. Pour la fête du 1er janvier, nous avons pris les mêmes dispositions, cette fois-là en faveur des personnes majeures. A cet effet, nous avons déjà enregistré toutes les parcelles de la circonscription, de manière à ce que chaque ménage puisse bénéficier d'un kit de fête », a précisé la députée Charlotte Opimbat.

Pour les bénéficiaires, ainsi que leurs parents, le geste fait par l'élu du peuple, quoi que symbolique, est significatif d'autant qu'il a réduit quelques dépenses supplémentaires.

« C'est pour la quatrième fois consécutive que maman Charlotte donne des jouets à mes deux enfants, le jour de Noël. Je

suis ravi de son geste d'amour et de générosité car ce matin, par exemple, je n'avais vraiment aucun sou sur moi pour leur acheter de petits cadeaux. Mais grâce aux jouets que notre députée leur a offerts, les enfants ont retrouvé le sourire, moi y compris », s'est réjoui Richard, un père dont les enfants ont reçu des jouets, rencontré au siège social de l'élu, dans la rue Bacongo, à Poto-Poto. « Je dis grand merci à maman Charlotte Opimbat pour m'avoir donné une poupée, alors que ma mère m'avait déjà dit qu'elle n'avait plus d'argent pour m'acheter un jouet. Que Dieu bénisse notre députée ! », a indiqué Alicia, après avoir eu son cadeau de Noël.

Firmin Oyé

FÊTE DE LA NATIVITÉ

Le groupe Brazza Band commémore l'événement

Un concert de Noël donné par le groupe Brazza Band a eu lieu à la Maison russe, ex-Centre culturel russe, sous la direction du maestro Armonie Serault Massamba, en présence de la directrice de ladite maison, Maria Fakhrutdinova.

Ensemble de cuivre des jeunes de Brazzaville, le groupe Brazza Band a livré un concert à la hauteur de l'événement. Par un répertoire varié, constitué de la musique européenne, occidentale et locale, les vingt-quatre jeunes ont mis en haleine un public venu nombreux, dont la majorité apprécie la musique classique.

Ce concert s'est joué en deux tableaux de sept et six chansons. Le premier, porté sur sept chansons, a été constitué de la musique européenne et occidentale. Il a débuté par la chanson «Alléluia le Messie» de Andel ; suivie de «Marche Cairo red Shield» ; «Trepak From», une composition de Piterre Ctchaikosky ; une chanson populaire russe, composition de Pieterre Ctchaikosky add interprétée par Ruddy Bikinda ; «Solo cornet selters tread», présenté par Hector Mboumba, une composition de Bandmaster Twitchin H.W ; «Marche Christmas praise» de Noël Jones. Ce premier tableau a pris fin par une variété sur quelques cantiques de Noël.

Le deuxième tableau, constitué de six chansons des auteurs nationaux, a débuté par l'entrée sur scène très ovationnée de l'icône de la musique congolaise, Clotaire Kimbolo. L'invité d'Armonie Serault Massamba, également son maître dans le domaine mu-



Clotaire Kimbolo prestant avec le groupe Brazza Band/Adiac

sical, a entamé tout de suite sa chanson «Ntokama», question d'être en symbiose avec le public, sous l'arrangement de Michael Dinkansa. Ensuite, il a interprété «Moustique» de Casimir Zoba Zao, qui n'a pu faire le déplacement de la Maison russe, sous l'arrangement d'Armonie Serault Massamba. Puis «Malaïka» de William Fadhili, sous l'arrangement d'Armonie Massamba. Clotaire Kimbolo a également chanté «Minuit chrétien», une variété sur les cantiques de Noël.

Après le passage de Clotaire Kimbolo, le groupe a poursuivi le concert avec la chanson «Braz-

zaville» du feu général Nzambi Makoumba Nzambi, dit Sébas Enemen, sous l'arrangement d'Armonie Serault Massamba. Enfin, Brazza band a fini son concert en beauté par la chanson «We are the word» de Michael Jackson, sous l'arrangement de Sebregets. A l'issue de ce concert, le chef du groupe Brazza Band a déclaré: « C'est un moment de joie et d'espérance, parce que ce soir nous commémorons la Noël qui est une fête universelle qui parle de la nativité du Christ. Une telle fête ne peut pas passer inaperçue. Voilà pourquoi nous avons commémoré ce moment par un

concert de musique classique, avec un répertoire à la fois européen, occidental, national. Parmi nos morceaux, il y a eu celui de Clotaire Kimbolo, de Casimir Zao, du feu général Makoumba Nzambi dit Sébas Enemen, la chanson «Brazzaville» dont le groupe porte le nom. C'était un privilège pour nous ».

Armonie Serault Massamba a exprimé également sa joie d'avoir eu sur scène une grande star comme Clotaire Kimbolo. Parce que, a-t-il dit, ce dernier est parmi les plus grands musiciens de ce pays qui ont fait le tour du monde. « Avoir Clotaire Kimbolo sur ma scène,

sous ma direction, c'est un privilège pour moi, un honneur tout simplement », a-t-il reconnu.

Pour sa part, la directrice de la Maison russe a expliqué pourquoi son institution culturelle a choisi ce groupe pour se produire à l'occasion de la Nativité. « Ce groupe a débuté chez nous ici à la Maison russe, en septembre dernier. On fait le plaisir de voir son évolution. C'est le plus important, parce que ça donne le développement musical chez les jeunes. Ce qui est bon, c'est qu'ils ont eu un échange de collaboration avec les doyens de la musique congolaise. C'est un passage de compétences et l'échange entre les générations congolaises musicales. J'espère qu'ils vont s'inspirer de cette possibilité », a-t-elle déclaré.

Maria Fakhrutdinova a profité également de cette occasion pour féliciter les Congolais des deux rives du fleuve Congo pour la l'inscription de la rumba congolaise, le 14 décembre dernier, sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. « Les peuples congolais le méritent bien. Toutes nos félicitations. La Maison russe va célébrer bientôt ce sacre », a-t-elle promis.

Bruno Okokana

MINISTRE DE L'ADMINISTRATION
DU TERRITOIRE, DE LA DECENTRALISATION
ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

CABINET

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité* Travail* Progrès

COMMUNIQUE

Le Ministère de l'administration du territoire, de la décentralisation et du développement local demande à toute personne de ne point prêter l'oreille à un quelconque appel téléphonique dans lequel l'appelant sollicite une somme d'argent au nom du Ministre de l'administration du territoire, de la décentralisation et du développement local.

Le Ministère de l'administration du territoire, de la décentralisation et du développement local attire l'attention du public sur le fait qu'il ne s'agit, ni plus ni moins, que d'une dégoûtante manœuvre d'arnaque.

Le Ministère de l'administration du territoire, de la décentralisation et du développement local rassure l'opinion qu'avec le concours des services compétents, il s'emploie activement à mettre hors d'état de nuire la racaille qui rame à contre-courant de la lutte engagée dans notre société contre les antivaleurs.

Fait à Brazzaville, le 24 décembre 2021

Le Préfet, Directeur de Cabinet

Le Directeur
de Cabinet
Jean-Béal AKOUNDZE. -



Nos services

- ◆ Services pétroliers (Filtration)
- ◆ Location du Personnel
- ◆ Sécurité et Gardiennage
- ◆ Maintenance Industrielle
- ◆ BTP
- ◆ Divers services

AVIS D'ANNONCE LEGALE DE DISSOLUTION

ENTREPRISE DES TRAVAUX DIVERS ET DE SERVICES (ETRADIS CONGO)

SARL au Capital de Six Millions (6 000 000) de Francs CFA

Siège social : 228, rue KINDAMBANGOUEDI, ZI ROND-POINT GUENIN

Par décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 Juin 2021

Il a été décidé la Dissolution anticipée de ladite société et sa mise en liquidation amiable à compter du 26 Juin 2021.

Monsieur Jean Pierre BOUMBA, demeurant au quartier NGOYO (vers le PSP) à Pointe-Noire, a été nommé « LIQUIDATEUR ».

Le siège de liquidation a été fixé dans l'avenue Jean Marie MAVOUNGOU, après la deuxième base de Congo Services (BASE AGIP), adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Mention en sera faite au RCCM

SANTÉ

Des pistes pour réduire les décès maternels et infanto juvéniles

L'atelier de revue de décès maternels, néonataux et infanto juvéniles, organisé du 22 au 23 décembre par l'hôpital général Adolphe-Sicé, a pris fin par l'adoption de plusieurs recommandations visant à réduire le taux de ces décès.

L'atelier s'inscrivait dans la vision du gouvernement d'améliorer la qualité de l'offre des soins dans les hôpitaux. Pour ce faire, les pédiatres, gynéco-obstétriciens, sages-femmes, infirmiers de l'hôpital général Adolphe-Sicé et aussi les sachants des autres structures sanitaires de la ville se sont retrouvés pour analyser les facteurs des décès maternels et infanto juvéniles et proposer ainsi des solutions et mesures appropriées pour sauver la femme et le nouveau-né pendant l'accouchement.

« Il est totalement inacceptable que des morts maternelles évitables continuent à survenir dans nos hôpitaux. Il s'impose donc que soient analysées, au sein de chaque structure sanitaire, les pratiques incluant les sages femmes, médecins, le personnel de santé, les gestionnaires des structures », a dit Lambert Chakirou, directeur général de l'hôpital général Adolphe-Sicé, ouvrant les travaux.



Le directeur général d'Adolphe-Sicé, Lambert Chakirou, ouvrant les travaux. Adiac

Pendant deux jours, les participants ont fait la revue des cas de décès maternels et pédiatriques survenus à l'hôpital général Adolphe-Sicé. Les échanges et discussions, dans une approche de complémentarité et de synergie autour de la problématique, ont été instructifs et profitables à tous.

Ainsi, les participants ont décidé que les médecins évoluant dans les grands hôpitaux

aillent renforcer les capacités des agents qui sont dans les Centres de santé intégrés, de revoir les mécanismes de collaboration inter services et inter structures sans oublier la poursuite et l'approfondissement des formations continues dans certains secteurs. Un agenda d'application de ces recommandations sera établi et déposé à la direction générale de l'hôpital et à la tutelle.

« Le travail auquel vous avez été soumis est une contribution très significative à l'amélioration de la prise en charge de la femme enceinte et de l'enfant qui va naître ainsi que de celui qui est né en vue de réduire significativement le taux de mortalité maternelle, néonatale et infanto juvénile », a dit Gildas Ngouloubi, directeur des Affaires médicales à l'hôpital

général Adolphe-Sicé. « Je remonterai à qui de droit les différentes recommandations que vous avez prises en tant que responsables et professionnels de santé puisque vous avez passé au crible les différentes péripéties et causes des décès maternels, néonataux, et infanto juvéniles à l'Hôpital général Adolphe-Sicé », a-t-il ajouté.

Selon le rapport mondial de la santé, la mortalité maternelle en Afrique est de 1000 décès pour 100 000 naissances vivantes. Le risque de décès sur le continent est de 1 sur 16 contre 1 sur 3500 en Amérique du Nord. La mortalité néonatale est estimée à 45 décès pour 1000 naissances vivantes contre 5 pour 1000 dans les pays développés. A cela s'ajoute le VIH / sida dont le taux de transmission de l'infection de la mère à l'enfant varie entre 25 et 30 % dans certains pays africains. Au Congo, la situation n'est guère reluisante.

Hervé Brice Mampouya

NÉCROLOGIE

Charlemagne Ngomba, agent des Dépêches de Brazzaville, Sylvain Ngomba et les enfants Botsoussa ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère, père et oncle Donatien Ngomba (Donato), agent retraité de l'imprimerie Saint-Paul.

La veillée mortuaire est située au n° 142, rue Bangala à Poto-Poto.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



INTERVIEW

Trois questions à l'abbé Blaise Armel Vivien Ndoudi sur la fête de la Nativité

La solennité de Noël 2021 tombe dans la rengaine des restrictions sanitaires liées à la covid-19 en même temps que les chants liturgiques de l'avènement du roi pacifique des chrétiens. L'abbé congolais, Blaise Armel Vivien Ndoudi, décrit cette période. Interview.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Noël, la pandémie entre en concurrence avec la fête de la Nativité. Comment les chrétiens abordent-ils cette célébration ?

Abbé Blaise Armel Vivien Ndoudi (B.A.V.N.) : Avant de répondre, je tiens à préciser que Jésus n'est pas le roi pacifique des chrétiens. Il est Dieu fait homme, pour embrasser toute l'humanité et non seulement les chrétiens. La covid-19 n'enlève rien à la joie de célébrer la naissance du Christ. Au contraire, ces restrictions nous rappellent l'humilité dans laquelle le fils de Dieu est né, avec l'hygiène douteuse d'une crèche, loin des images d'Épinal que nous nous sommes faites. Noël fut d'abord une fête romaine, donc païenne, avant d'être « christianisée ». Aujourd'hui, en Occident, et même en Afrique, elle tend de plus en plus à « redevenir païenne ». Or, Noël doit être la fête, la trêve nécessaire, en ces temps de pandémie pour redonner l'Espérance. C'est au creux de l'obscurité de la nuit que le Fils de Dieu vient naître. Il le fait encore aujourd'hui au cœur des ténèbres de cette pandémie pour nous redire de ne pas perdre pied. Je me souviens du film de Christian Carion « Joyeux Noël », sorti en 2005, qui relate la trêve observée par les belligérants lors de la Noël 1914, pour fêter Noël ensemble et découvrir la tendresse en ceux qu'on considérait alors comme des

monstres. Le miracle de Noël, c'est la paix. Dieu rend possible ce qui est impensable et infranchissable.

L.D.B. : Sur quoi portera votre sermon de Noël 2021 ?

B.A.V.N. : Je vais surtout parler de l'inattendu de Dieu. Dieu peut naître encore aujourd'hui, non pas dans une petite ville, mais dans le cœur des femmes et des hommes de notre temps. Entre l'interminable pandémie et la présidentielle française compliquée qui pointe à l'horizon, les chrétiens risquent d'être aux abonnés absents au moment d'accueillir le Prince de la paix. Parce que nous risquons de l'attendre dans les palais et même les églises ou temples. La première bonne nouvelle est adressée aux bergers, ces gens « borderline » qui se trouvent en nombre dans les périphéries. C'est en les rejoignant que Noël prend tout son sens.

L.D.B. : Quels sont les rapports de la communauté congolaise de France avec la religion ?

B.A.V.N. : La communauté congolaise a un rapport ambigu avec la religion. En France, il existe plusieurs communautés chrétiennes qui font surtout dans le communautarisme. Beaucoup de Congolais ne se sentent pas à l'aise avec l'église catholique. Ils s'y sentent étrangers parce que le rapport à la foi et son expression ne sont pas les mêmes. Certaines at-



titudes de nos compatriotes locaux peuvent choquer quelqu'un qui vient du Congo. De même, certaines attitudes de nos compatriotes peuvent choquer les gens d'ici. Il faut trouver le bon équilibre. C'est le défi de la diversité. Aussi faut-il signaler que nous avons un rapport un peu commercial avec Dieu. Nous avons perdu la gratuité de la foi : on prie pour obtenir quelque chose, dans une attitude très égoïste. La multiplication des pasteurs n'arrange pas non plus la situation parce que leurs prêdictions tournent autour de la réussite matérielle et de la méfiance qui est de plus en plus grandissante dans les familles. Tout cela est bien éloigné du message du Christ.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

CÉMAC

De nouveaux dirigeants à la tête des institutions spécialisées

Plusieurs responsables ont été nommés, le 19 décembre, au sein des institutions spécialisées de la sous-région, matérialisant la décision des chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) lors de leur sommet extraordinaire tenu le 18 août dernier.

Sur proposition des Etats membres, les décisions publiées portant la signature du chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, en sa qualité de président en exercice de la Cémac, concernent six institutions.

Parmi les premiers responsables nommés pour un mandat de cinq ans non renouvelable figurent le secrétaire général de la Commission bancaire de l'Afrique centrale, Maurice Christian Ouanzin, ainsi que son adjoint Michel Dzombala et le directeur général du Centre inter-Etats de l'enseignement supérieur en santé publique d'Afrique centrale, Pierre Marie Tebeu.

Pour sa part, le nouveau directeur général de l'Ecole d'hôtellerie et de tourisme de la Cémac, Marie Magloire Dambendzet, devra terminer le mandat de son prédécesseur décédé.

Les autres nominations portent essentiellement sur le renouvellement du mandat des juges, membres de la Cour de justice communautaire, des juges, membres de la Cour des comptes communautaire ainsi que celui du secrétaire général du Parlement communautaire.

Ces nominations découlent du Traité révisé de la Cémac et notamment de l'Acte additionnel n° 16/Cémac-176-CCE-11 du 25 juillet 2012 portant harmonisation de la durée des mandats des responsables des institutions, organes et institutions spécialisées de la Cémac.

Sur la base de cette harmonisation, il faudra attendre 2022 pour le renouvellement des mandats à la tête des institutions, entre autres, la Commission de la Cémac, la Banque des Etats de l'Afrique centrale, le président du Parlement, de la Cour de justice, de la Cour des comptes, etc.

Yvette Reine Nzaba

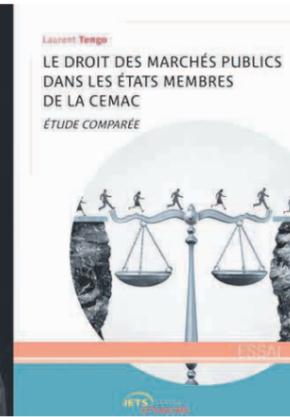
VIENT DE PARAÎTRE

«Le droit des marchés publics dans les États membres de la Cémac» de Laurent Tengo

Dans cet ouvrage de trois cent quatre-vingt-sept pages, publié aux éditions Jets d'encre (France), Laurent Tengo, féru en la matière, fait une analyse comparée des règles qui régissent les systèmes nationaux des marchés publics des États membres de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (Cémac), notamment les règles relatives à la préparation, la passation, l'exécution, la fin, le contrôle et la régulation des marchés publics, ainsi que celles qui encadrent le contentieux pouvant en découler.

Le livre de Laurent Tengo est subdivisé en trois parties. La première, intitulée «Les fondements du droit des marchés publics dans les États membres de la Cémac», contient deux chapitres dont «Les sources du droit des marchés publics dans les États membres de la Cémac», et «Le champ d'application du droit des marchés publics dans les États membres de la Cémac». La deuxième, «Le régime juridique des marchés publics dans les États membres de la Cémac», contient quatre chapitres, à savoir «La planification des marchés publics dans les États membres de la Cémac»; «La passation des marchés publics dans les États membres de la Cémac»; «L'exécution des marchés publics dans les États membres de la Cémac»; et «La fin des marchés publics dans les États membres de la Cémac». Enfin, la troisième partie, «Le contentieux des marchés publics dans les États membres de la Cémac», est constituée de deux chapitres que sont «Les recours préalables» et «Les recours juridictionnels».

Les marchés publics, peut-on lire dans cet ouvrage, en raison des flux financiers importants qu'ils génèrent, tant au niveau national que régional, constituent un outil de développement essentiel. Pendant longtemps, les États membres de la Cémac ont continué à appliquer le droit des marchés publics hérité de la colonisation, et ce en dépit de leur accession à la souveraineté internationale. A l'exception de la Guinée équatoriale, ils ont toutefois fini par édicter, chacun, leur propre droit des marchés publics. Quelles sont alors les règles et les procédures qui gouvernent la passation, l'exécution, le contrôle et la régulation des marchés publics au Cameroun, en Centrafrique, au Gabon, en Guinée équatoriale, au Congo et au Tchad? Où puisent-elles leur source? Quel est leur champ d'application? Quelles



similitudes existe-t-il dans la législation en vigueur dans ces six pays? Quelles différences? Telle est la quintessence de cet ouvrage. En effet, dans cet essai fouillé, qui a tous les attributs pour devenir un ouvrage de référence, Laurent Tengo propose une analyse et une comparaison des différents droits des marchés publics dans la zone Cémac, tout en se projetant sur les enjeux de demain, à savoir la gestation d'un droit communautaire et la création d'un marché commun.

Mettre en place une politique commune dans la zone Cémac

Pour l'auteur, la Cémac devrait aussi intervenir de manière de plus en plus précise et complète en vue de générer un droit communautaire de la commande publique. Cet ouvrage est donc un plaidoyer en vue de l'harmonisation du droit des marchés publics en zone Cémac. La Cémac, explique-t-il, a pour objectif d'intégrer les économies des États de l'Afrique centrale et d'instaurer une monnaie commune, donc, in fine, d'instaurer un marché commun. Si ces États peuvent déjà se prévaloir d'une monnaie commune, beaucoup de pans de leurs économies ne sont pas encore harmonisés. Tel est le cas des marchés publics. Or, il s'avère que les marchés publics constituent, en raison des flux financiers qu'ils génèrent,

un outil de développement important dans ce processus. Il est donc utile et primordial que les États de la Cémac se préoccupent de mettre en place une politique commune, pour ne pas dire un droit communautaire, des marchés publics, qui ferait que les investisseurs soient en prise, dans tous les pays de cette zone, au même droit.

En effet, Laurent Tengo estime que d'autres communautés ont très tôt réalisé cette évolution. L'Union européenne, par exemple, a entamé, depuis les

années 1970, la réalisation d'un cadre juridique harmonisé et un marché commun. Le mouvement d'eupéanisation du droit des marchés publics s'est fait par le biais de la transposition de deux directives européennes en la matière... «La Cémac devrait aussi intervenir de manière de plus en plus précise et complète en vue de générer un droit communautaire des marchés publics, sinon de la commande publique», écrit l'auteur dans son introduction générale.

Laurent Tengo est titulaire d'un doctorat en droit public, thèse unique, de l'université d'Orléans (France), obtenu avec la mention Très honorable. De nationalité congolaise (Congo-Brazzaville), marié, universitaire et enseignant-chercheur, il a participé à plusieurs missions d'élaboration de dispositifs juridiques nationaux et communautaires sur les marchés publics, la gouvernance, la transparence et la lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux. Il est, par ailleurs, auteur de nombreuses publications scientifiques dans les domaines précités et dans celui du droit communautaire général. Cet ouvrage sera disponible dans les tout prochains jours dans tous les États de la Cémac. Par contre, il l'est déjà dans toutes les plateformes de France et d'Europe.

Bruno Okokana

RÉFLEXION

Le grand retour de la Russie

Il est très probable, pour ne pas dire certain, que l'année 2022 dont nous vivons l'avènement dans cinq jours sera marquée par le grand retour de la Russie sur la scène africaine. Un retour dont la montée en puissance des mercenaires du groupe Wagner ne projette pas aujourd'hui une très bonne ni très pacifique image, mais qui se traduira à coup sûr par un engagement croissant de l'Etat russe dans les domaines les plus divers.

Parce qu'elle a joué un rôle important au côté des Etats africains dans les années qui ont précédé puis suivi leur accès à l'indépendance, en formant notamment dans ses universités et ses services publics un grand nombre de cadres supérieurs des nouveaux Etats, la Russie dispose

d'un atout exceptionnel dont son président actuel, Vladimir Poutine, a pris la juste mesure et entend bien tirer de grands avantages: sur le terrain diplomatique et donc stratégique, bien sûr, mais aussi et de plus en plus dans le domaine économique, financier, culturel, scientifique, technologique.

Tout comme l'ont fait ces dernières années la Chine, les Etats-Unis, l'Europe et de façon moins visible l'Inde, le continent qui sera demain le plus peuplé de la planète et qui détient les plus grandes ressources naturelles de la Terre devient, ou plutôt redevient, un enjeu stratégique majeur pour l'ex-Union soviétique. En témoin l'activisme de plus en plus visible de la Russie moderne sur la scène africaine, en Afrique centrale et dans le Bassin du Congo notamment, dont

nous observons et relatons quotidiennement les effets.

Il est clair que cette partie du monde a tout à gagner au renforcement de ses liens avec les grandes puissances de l'hémisphère nord qui ont pris ces dernières années la juste mesure de la place que l'Afrique et les Africains occuperont sur la scène mondiale dans les années et décennies à venir. Mais dans ce nouveau contexte, il faut espérer qu'au lieu de se défier et de se battre à fleurets plus ou moins démouquetés, les Grands s'accorderont afin que les peuples concernés tirent un juste profit de leur présence accrue.

Pour dire les choses de façon encore plus claire, il faut espérer que la nouvelle «guerre froide» dans laquelle se lancent en Europe de l'Est

la Russie, les Etats-Unis et l'Europe ne s'étendra pas au grand Sud avec le risque d'aggraver les problèmes auxquels celui-ci se trouve confronté. L'immense région du Sahel-Sahara mais aussi l'Afrique de l'ouest, l'Afrique centrale et l'Afrique de l'est paieraient, en effet, au prix fort l'affrontement larvé qui pourrait en résulter et dont la situation au Mali donne déjà une image pour le moins inquiétante.

Faire en sorte que le grand retour de la Russie sur le continent n'attise pas les tensions ethniques, religieuses et autres qui menacent la stabilité du continent mais, bien au contraire, accélère la longue marche de l'Afrique vers le développement durable est certainement l'un des enjeux les plus importants de la décennie en cours.

Jean-Paul Pigasse